

France/Présidentielle

Journal de campagne à J-13 du second tour

AFP  
Paris/France

A treize jours du second tour de l'élection présidentielle en France, le président sortant François Hollande a apporté son soutien au centriste Emmanuel Macron, arrivé en tête du premier tour dimanche devant la candidate de l'extrême droite Marine Le Pen.



Photo : AFP

Devant le risque que représente à ses yeux Marine Le Pen, le président François Hollande a annoncé hier qu'il voterait pour son ancien ministre Emmanuel Macron.

**• Hollande vote Macron**  
Le socialiste François Hollande, qui a renoncé à briguer un second mandat après un exercice du pouvoir marqué par une impopularité record, a annoncé qu'il "voterait" pour Emmanuel Macron au second tour du 7 mai, face à Marine Le Pen. Cette dernière représente "un risque" pour l'avenir du pays, a estimé le chef de l'Etat. Favori des sondages du second tour, avec 60 à 64% des intentions de vote, le jeune libéral pro-européen a engrangé les soutiens depuis dimanche - avec le ralliement de personnalités de tous bords.

**• La droite "exclut l'abstention"**

Au lendemain de l'élimination de son candidat François Fillon, plombé par les affaires, le parti de droite Les Républicains n'est pas parvenu à s'entendre sur un appel explicite à voter Emmanuel Macron. Ses responsables ont finalement choisi une formule de compromis, en soulignant que "l'abstention n'est pas un choix" et en appelant "à voter pour battre Marine Le Pen au second tour". François Fillon, lui, a décidé de "redevenir un mili-



Photo : AFP

Grand perdant de la présidentielle, le candidat de la droite François Fillon ne conduira pas la bataille des législatives.

tant de cœur parmi les autres" et ne conduira pas la bataille des législatives, les 11 et 18 juin prochains.

**• Macron négocie**  
Tout en préparant le second tour, Emmanuel Macron a entamé des "négociations politiques" afin de s'assurer une majorité aux élections législatives du mois de juin, lui permettant de gouverner s'il était élu président. Critiqué pour avoir ostensiblement fêté sa victoire au premier tour dimanche



Photo : AFP

Pour les deux qualifiés, la bataille du 2e tour est déjà engagée.

soir dans une célèbre brasserie parisienne, le candidat s'est par ailleurs entretenu dans la journée avec plusieurs dirigeants européens : les Premiers ministres grec Alexis Tsipras et irlandais Enda Kenny ainsi que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

**• Marine Le Pen repart en campagne**

La présidente du Front national est repartie dès hier matin arpenter le terrain avec un déplacement sur un marché à Rouvroy, dans son fief électoral du nord. Elle y a brocardé les ralliements pro-Macron : "le vieux front républicain tout pourri, dont plus personne ne veut (...) essaie de se coaliser" autour de M. Macron, a-t-elle lancé. Pour ce deuxième tour, "on est challenger, clairement", a estimé son bras-droit Florian Philippot.

**• Duel télévisé**  
Les deux candidats en lice pour le second tour s'affronteront lors d'un duel télévisé le 3 mai, passage obligé et rituel de la politique française. Seule exception, l'ancien président de droite Jacques Chirac avait refusé en 2002 de débattre avec le cofondateur du Front national Jean-Marie Le Pen, père de Marine, qui avait suscité un choc dans l'opinion en se qualifiant pour le second tour, une première pour ce parti créé en 1972.

**• Macron 24,01%, Le Pen 21,30% au 1er tour.**  
Le centriste Emmanuel Macron est arrivé dimanche en tête du premier tour de l'élection présidentielle française avec 24,01% des voix devant la candidate d'extrême droite Marine Le Pen, à 21,30%, selon les résultats définitifs du ministère de l'Intérieur, publiés hier.

• Petit angle

La revanche des instituts de sondage

AFP  
Paris/France

LES sondeurs, vivement critiqués après la victoire du Brexit et de Donald Trump, se félicitent d'avoir vu juste en France : les résultats du premier tour de l'élection présidentielle dimanche sont dans la ligne des tendances constatées ces dernières semaines. "On peut parler de soulagement" car "les sondeurs ont été beaucoup attaqués pendant cette campagne électorale", confiait Yves-Marie Cann, de l'institut Elabe. Les derniers sondages publiés vendredi, en phase avec les jours précédents, donnaient le centriste Emmanuel Macron entre 23 et 24%, la candidate d'extrême

droite Marine Le Pen entre 22 et 23%, le conservateur François Fillon entre 19 et 21%, et le chef de file de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon, entre 18 et 19,5%. Ce qui correspond à la fourchette des résultats pour le premier tour. Les enquêtes d'opinion avaient également constaté une hausse régulière du taux de participation, passé en dix jours de 65 à 75% pour finalement s'établir autour de 78%. "Ces derniers jours, ils ont bien senti la remontée tardive du niveau de participation et ont indiqué Emmanuel Macron en tête et Marine Le Pen en seconde position", soulignait Anne Jadot, maître de conférences en science politique à l'Université de Lorraine (est). Ceci alors "qu'ils étaient confrontés à une indécision inédite et très

forte des électeurs", puisqu'un Français sur trois environ disait ces derniers jours n'avoir pas arrêté son vote. Cette instabilité compliquait le travail des instituts, sous surveillance après l'incapacité de leurs homologues américains ou britanniques à anticiper l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit en Grande-Bretagne. Pour Pierre Lefebure, du Laboratoire de communication politique de l'Université Paris-Dauphine, les instituts, notamment ceux qui avaient mis en place des enquêtes quotidiennes, "ont surtout très bien capté les tendances et dynamiques". Les sondages ont notamment perçu "le tassement progressif de Marine Le Pen" ces dernières semaines, expliquait M. Lefebure,

avec l'hypothèse que les électeurs indécis ne seraient finalement pas allés vers elle, ce qui l'a mécaniquement fait baisser. Si les sondages se sont montrés globalement fiables, ils peuvent cependant susciter un autre reproche, notent M. Lefebure et Mme Jadot : celui d'avoir eu une réelle influence sur la campagne et le choix des électeurs, à travers notamment la thématique du "vote utile" à gauche, qui a joué en faveur d'Emmanuel Macron et en défaveur du socialiste Benoît Hamon. "Pendant cette campagne, les électeurs, notamment à gauche, ont raisonné de manière stratégique, pour faire barrage à l'extrême droite et à François Fillon, d'ailleurs", soulignait Pierre Lefebure.

L'Afrique en bref

- Afrique du Sud/Procès. Henri van Breda nie tout**  
Le fils d'une riche famille de la région du Cap, Henri van Breda, a nié hier avoir massacré ses parents et son frère à coups de hache, au premier jour d'un procès pour meurtre au cœur des beaux quartiers sud-africains qui passionne les pays.
- Cameroun/Explosion. Trois militaires tués dans le nord**  
Trois militaires camerounais participant à la guerre contre les islamistes de Boko Haram au nord du Cameroun ont été tués hier et cinq autres blessés dans l'explosion d'une mine, a appris l'AFP de sources sécuritaires.
- Nigeria/Attentat. Quatre morts près de Maiduguri**  
Quatre personnes ont été tuées hier dans deux attentats-suicides à la périphérie de Maiduguri, le berceau du groupe islamiste Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria, ont rapporté des membres des milices civiles.
- RD Congo/Homicide. Experts de l'Onu : une vidéo présentée à la presse**  
Les autorités congolaises ont présenté hier à la presse une vidéo d'environ deux minutes montrant ce qu'elles estiment être l'assassinat de deux experts de l'Onu tués en mars au Kasai, dans le centre de la République démocratique du Congo.

A travers le monde

**• Afghanistan/Défense. Le chef du Pentagone en visite surprise à Kaboul**



Photo : AFP

Le chef du Pentagone Jim Mattis est arrivé hier pour une visite surprise en Afghanistan, où 8 400 soldats américains sont déployés, trois jours après une attaque meurtrière qui secoue la hiérarchie militaire afghane au plus haut niveau.

**• Corée du Nord/Diplomatie. Pyongyang menace Washington**

Un site officiel nord-coréen a averti les Etats-Unis qu'ils seraient "rayés de la surface de la Terre" si Washington déclençait une guerre sur la péninsule, dernier épisode en date des échanges de menaces qui alimentent les tensions dans la région.

**• Grèce/Migrants. 15 morts dans un naufrage au large de Lesbos**

Au moins 15 personnes, dont deux enfants, sont mortes noyées hier dans le naufrage d'un bateau de migrants au large de l'île de Lesbos, en face des côtes turques, à l'est de la mer Egée, a indiqué la police portuaire grecque.

Angola/Politique

Les élections générales fixées au 23 août

AFP  
Luanda/Angola

LE Conseil de la République angolais, dirigé par le président José Eduardo dos Santos, a fixé au 23

août prochain la date des élections générales qui doivent marquer la fin du règne de trente-huit ans du chef de l'Etat sortant à la tête du pays. "Sur proposition du président de la République (...) le Conseil de la République a

approuvé lundi (hier) la date du 23 août pour la tenue des élections générales en Angola", a déclaré le porte-parole du Conseil, le procureur général de la République Joao Maria de Sousa, lors d'une conférence de presse radiodiffu-

sée. Le chef de l'Etat doit maintenant formellement convoquer les 9,6 millions d'électeurs angolais. Au pouvoir depuis 1979, M. dos Santos, 74 ans, a annoncé qu'il ne se représenterait pas lors de ce

scrutin. En février, son parti, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), a désigné l'actuel ministre de la Défense José Lourenço pour lui succéder en cas de victoire, très probable.